



**Consultation n° 26-04
fourniture et pose de
cloisons et faux
plafonds dans locaux
de la caf du Val-de-
Marne**

**Cahier des clauses
administratives et
techniques
particulières**

CCATP

**Marché de travaux passé selon une procédure adaptée -
articles L.2123-1 et R.2123 du code de la commande publique.**

Article 1 : objet du marché et durée du marché

1.1 Objet du marché :

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux de rénovation et de maintenance dans les différents locaux de la caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne. Les travaux concernés par ce marché comprennent :

- La fourniture et la pose de cloisons amovibles ; coupe-feu ; acoustiques et de portes métalliques et aluminiums.
- Le remplacement et la réparation de faux plafonds

Ces travaux ont pour but de garantir la sécurité, le confort et l'esthétique des locaux pour tous les usagers et le personnel de la caf du Val-de-Marne. Le prestataire sélectionné sera responsable de la fourniture de tous les matériaux, de la main-d'œuvre, de l'équipement nécessaire et de la gestion des déchets générés par les travaux.

1.2 Durée du marché :

Le présent marché prend effet à compter de la date de sa notification pour une durée de douze (12) mois, reconductible tacitement trois (3) fois pour une durée maximale de quarante-huit (48) mois, soit (4) années.

L'organisme contractant aura la faculté de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec accusé de réception par période de douze (12) mois, moyennant un préavis de deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Par ailleurs, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ses obligations, le marché pourrait être résilié dans les conditions visées dans le cahier des clauses administratives et techniques particulières du marché (ccatp n° 26-04).

Article 2 : Parties contractantes

L'organisme contractant :

La caf du Val-de-Marne, désignée dans le présent document par les expressions « organisme contractant », « pouvoir adjudicateur » ou « acheteur », est un organisme contractant dont le siège social est situé au 2 Voie Félix Eboué - Quartier de l'Échât - 94000 Créteil. L'organisme contractant est représenté pour la signature des présentes et de tout avenant éventuel par son directeur général.

Les règlements des sommes dues au titre du marché seront effectués par l'agent comptable de l'organisme contractant, qui occupe la même adresse, et à qui toute opposition éventuelle doit être notifiée. Pour l'exécution, le suivi et la vérification de la bonne exécution des prestations, l'organisme contractant sera représenté par le département administration générale.

Le titulaire du marché :

D'autre part, l'entreprise, désignée dans le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (ccatp 26-04) par l'expression « le titulaire » ou « l'opérateur économique », est le titulaire du marché.

Cette entreprise est responsable de la fourniture des services et travaux décrits dans ce cahier des charges et doit se conformer aux exigences administratives et techniques stipulées.

Article 3 : documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales (ccag) travaux, les pièces constitutives du présent accord-cadre sont énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

3.1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement du titulaire du marché : référencé a.e M n° 26-04, cet acte formalise l'engagement du titulaire à exécuter les travaux dans les conditions fixées par le marché.
- Le règlement de consultation : référencé rc 26-04, ce document détaille les modalités de soumission et de sélection des offres, ainsi que les critères d'évaluation spécifiques à ce marché.
- Le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières (ccatp) : référencé ccatp n°26-04. L'exemplaire conservé par l'organisme contractant est celui faisant foi en cas de divergences ou de litiges.

3.2. Pièces générales

- Le code de la commande publique : en vigueur, régissant les règles générales applicables aux marchés publics.
- L'arrêté du 19 juillet 2018 : portant règlement sur les marchés passés par les organismes de sécurité sociale (*jorf n°0171 du 27/07/2018*).
- Le cahier des clauses administratives générales (ccag) travaux : en sa dernière version en vigueur (*arrêté du 30 mars 2021, jorf n°0078 du 01/04/2021*), sauf disposition contraire mentionnée dans le présent marché.
- Le cahier des clauses techniques générales (cctg) : applicable aux marchés publics de travaux en sa dernière version en vigueur (*arrêté du 28 mai 2018 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil, jorf n°0135 du 14/06/2018*, sauf disposition contraire mentionnée dans le présent marché.

Ces documents constituent la base juridique et technique régissant l'exécution du présent marché et sont à respecter scrupuleusement par le titulaire.

Article 4 : conditions et modalités juridiques

Le présent marché est un marché de travaux passé selon une procédure adaptée, conformément aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123 du code de la commande publique. Cette procédure est choisie en raison de la nature et du montant estimé des travaux à réaliser, qui permettent de justifier une adaptation des règles de publicité et de mise en concurrence.

Le présent marché de travaux est un accord cadre, mono attributaire, fixant les stipulations contractuelles, exécuté par l'émission de bons de commande, conformément aux dispositions des articles R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le montant maximum des commandes pour toute la durée d'exécution du présent marché est fixé à : 400 000 € ht.

Article 5 : Emission des bons de commande

Les bons de commande seront émis par l'organisme contractant en fonction de ses besoins ponctuels. Ils mentionnent obligatoirement la référence du marché ainsi que les éléments suivants :

Détails des bons de commande : La nature et l'étendue des travaux à réaliser, ainsi que les lieux et les dates d'exécution seront spécifiés dans chaque bon de commande. Ces bons prendront la forme d'ordres de service émis par le département d'administration générale de la caf du Val-de-Marne.

Période de préparation : Il est précisé que la période de préparation est incluse dans les délais d'exécution des bons de commande. En cas de maîtrise d'œuvre, le titulaire est tenu de soumettre le programme d'exécution des travaux pour visa avant le commencement des travaux concernés par les bons de commande.

Validité et conformité : Les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord-cadre, conformément à l'article R.2162-5 du code de la commande publique.

Informations complémentaires : Chaque bon de commande devra préciser l'adresse de facturation, les adresses de passage, le délai d'exécution, les matériaux à fournir, la quantité, le prix en vigueur au jour de la commande et le nom des destinataires.

Article 6 : Normes et règlements

6.1 Normes techniques :

L'ensemble des travaux de pose des cloisons amovibles et coupe-feu et de portes métalliques devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur est applicable dont notamment :

- Le DTU 35.1. qui encadre la conception, la fabrication e l'installation des cloisons en précisant les conditions techniques de bonne exécution (norme française homologuée par l'AFNOR sous l'intitulé NFP24-802) ;
- Le DTU 37.1. ;
- Le DTU 39 pour la Miroiterie et Vitrerie ;
- Le DTU 25.41 pour les Ouvrages en Plaques de Plâtre ;

6.2 Nomenclature communautaire cpv applicable :

45421152-4	Installation de cloisons
45454000-4	Travaux de restructuration
45410000-4	Travaux de plâtrerie
45421130-4	Poses de portes et de fenêtres

Pour les travaux de remplacement et réparation de faux plafonds :

- DTU 58.1 Plafonds suspendus
- DTU 25.221 Plafonds constitués par un enduit armé en plâtre
- DTU 25.51 Mise en œuvre plafonds en staff
- DTU 25.222 Plafonds fixés – plaques de plâtre à enduire – plaques de plâtre à parement lisse
- DTU 25.231 Plafonds suspendus en éléments de terre cuite
- DTU 25.232 Plafonds suspendus – plaques de plâtre à enduire – plaques de plâtre à parement lisse directement suspendues
- DTU 25. 41 Ouvrage en plaques de parement en plâtre
- La norme NF-P68-201 1 et 2 Plafonds suspendus – plaques de plâtre à enduire - plaques de plâtre à parement lisse directement suspendues
- La norme NF-P68-202 Plafonds suspendus en éléments de terre cuite
- La norme NF-P71-202 Plafonds constitués par un enduit armé en plâtre
- La norme NF-P72-201 Plafonds fixés – plaques de plâtre à enduire – plaques de plâtre à parement lisse
- La norme NF P72-203-1 Ouvrage en plaques de parement en plâtre
- La norme NF P72-203-2 Ouvrage en plaques de parement en plâtre
- La norme NF P73-201-1 et 2 Mise en œuvre plafonds en staff

Article 7 : Lieux d'exécution

Les locaux concernés par le présent marché sont ceux gérés directement par la caf du Val-de-Marne, en pleine propriété.

Le parc concerné est composé à ce jour des lieux suivants :

ADRESSES DES LOCAUX	SURFACE SHON EN M²
Caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne 2 voie Félix Eboué 94033 Créteil cedex	8209
Caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne 2 rue Georges Dimitrov 94500 Champigny-sur-Marne	5900
Caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne 3/5 rue des Martyrs de Chateaubriand 94310 Orly	800

Conformément à l'article L.2194-1 du code de la commande publique, en cas d'éventuel changement concernant les informations susmentionnées et particulièrement en cas d'inclusion d'un nouveau site ; le titulaire en sera informé et la conclusion d'un avenant pourra être envisagée.

Article 8 : Etablissement des devis

8.1 Etablissement de devis préalable :

Visite préalable des lieux : Avant l'établissement de tout devis relatif à des travaux de création ou de modification, un représentant qualifié de l'Entreprise doit visiter les lieux pour évaluer les conditions de travail et les besoins spécifiques. Ce devis sera basé sur les prix figurant au bordereau de prix inclus à l'acte d'engagement.

Connaissance des lieux par le titulaire : Le titulaire est réputé connaître les lieux où les travaux doivent être réalisés. Par conséquent, aucune réclamation concernant des imprévus sur des éléments apparents ou aisément vérifiables ne sera acceptée.

Présentation des devis : Les devis doivent être soumis dans un délai de dix (10) jours calendaires après réception d'une demande émanant de la caf du Val-de-Marne. Ces devis doivent détailler les travaux local par local, poste par poste, et article par article, en spécifiant les quantités réellement mises en œuvre. Ils doivent également rappeler les prix unitaires contractuels et fournir une décomposition détaillée des prix.

Devis pour fournitures ou pièces non référencées : Toute fourniture ou pièce détachée qui n'est pas référencée au bordereau de prix de l'acte d'engagement doit faire l'objet d'un devis préalable. Ce devis doit inclure le prix fournisseur, le coefficient multiplicateur appliqué et la main-d'œuvre nécessaire à la pose ou mise en place.

Délai d'exécution et pénalités : Chaque devis doit indiquer un délai d'exécution des travaux. En cas de non-respect de ce délai, des pénalités peuvent être appliquées, comme spécifié dans le présent document.

8.2 Formes des commandes

Les commandes sont passées conformément à l'article 5 du présent ccatp. Toutefois, en cas de nécessité, des travaux de dépannage peuvent être commandés de manière urgente par téléphone, par courriel ou tout autre moyen permettant d'assurer une date certaine de la commande. Ces commandes doivent émaner du responsable du service patrimoine immobilier et technique ou d'un représentant de l'organisme contractant sur le site concerné.

Toutes les commandes de travaux de dépannage effectuées de manière urgente seront confirmées ultérieurement par un bon de commande officiel. Ce bon de commande fera référence au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement, reprenant les numéros d'articles et les prix unitaires contractuels.

La confirmation par bon de commande permet de garantir la traçabilité et la conformité des travaux de dépannage avec les termes contractuels établis. Elle assure également que toutes les parties prenantes ont une compréhension claire et documentée des travaux commandés et de leurs conditions.

Article 9 : Délai d'exécution des prestations

Respect des délais : Le titulaire s'engage à exécuter les prestations dans les délais spécifiés à l'acte d'engagement. Ces délais débutent à compter de la date et de l'heure de réception de l'ordre de service envoyé par l'organisme contractant, conformément à une dérogation partielle à l'article 3.2.1 du ccag Travaux.

Période de préparation et réalisation : conformément à l'article 18.1.1 du ccag Travaux, le délai d'exécution comprend à la fois la période de préparation et le délai de réalisation des travaux. Toutefois, par dérogation à l'article 28.1 du ccag Travaux, les périodes de préparation peuvent varier selon chaque type de travaux.

Dépannages et réparations urgentes : En cas de dépannages et de réparations urgentes, notamment ceux concernant la sécurité des biens, ces interventions seront réalisées dans un délai maximum de douze (12) heures suivant la réception de la demande par le fournisseur, émanant des services de la caf du Val-de-Marne.

Prolongation des délais : Sauf dans les cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du ccag Travaux, toute prolongation des délais d'exécution sera prescrite par l'organisme contractant via un ordre de service.

Ajournement des Travaux : À titre exceptionnel, en cas d'ajournement des travaux décidé par l'organisme contractant, un ordre de service sera notifié au titulaire. Cet ordre de service ne nécessite pas de motivation et peut indiquer la durée d'ajournement si elle est connue.

Non-respect des Délais : En cas de non-respect des délais contractuels établis, les dispositions de l'article 22 du présent cahier des clauses administratives et techniques particulières s'appliqueront de plein droit.

Article 10 : contenu et étendue des prestations

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations et prescriptions décrites dans le présent cahier des clauses administratives et techniques particulières dans l'acte d'engagement, et dans chaque bon de commande ou ordre de service (os) affiliés.

1. Nettoyage et évacuation des déchets : Après chaque intervention, le titulaire est responsable du nettoyage des locaux et de l'évacuation de tous les déchets et gravats générés par ses activités, assurant ainsi la propreté et l'ordre des lieux de travail.
2. Fourniture et pose des équipements : il devra fournir et poser tous les équipements, matériels et matériaux nécessaires à la réalisation des ouvrages, garantissant une exécution parfaite des travaux conformément aux exigences du marché.
3. coordination avec d'autres corps d'état : dans les cas où le titulaire doit intervenir en coordination avec d'autres intervenants (maçonnerie, plâtrerie, menuiserie, etc.), il s'engage à respecter le planning préétabli pour ces opérations et à veiller à ce que ses incorporations soient réalisées conformément aux règles de l'art.
4. Appréciation des conditions d'exécution : Le titulaire doit apprécier toutes les conditions d'exécution des ouvrages avant de commencer les travaux.
5. Conformité des matériels utilisés : les matériels de toute nature utilisés par le titulaire doivent être neufs, de marques et de types réputés. ils doivent également avoir reçu l'approbation des services techniques de l'organisme contractant avant leur mise en œuvre.

Les matériaux et matériels utilisés dans le cadre du marché seront conformes aux normes, D.T.U., avis techniques du CSTB et impératifs des fabricants. Leur mise en œuvre sera réalisée suivant les Règles de l'art. Ils seront toujours de première qualité.

Les matériaux défectueux seront refusés par l'organisme contractant. Les mises en œuvre défectueuses entraîneront, sur ordre du maître d'ouvrage, leur démolition.

Tous les essais prescrits dans les D.T.U., normes, ccatp. Seront dus par l'entreprise qui devra fournir les échantillons desdits essais.

Article 11 : conditions d'exécution des travaux

11.1. Conduite des travaux

La supervision des travaux est assurée par un représentant désigné du titulaire du marché, qui sera responsable de la direction de l'exécution des opérations, du suivi technique, et de la coordination pour la réception des travaux.

11.2. Établissement d'états des lieux

Un état des lieux sera établi contradictoirement avant le début et à la fin des travaux. Ces états des lieux seront formalisés par un procès-verbal, opposable au titulaire, qui sera tenu responsable de toute détérioration imputable durant l'exécution des travaux.

11.3. Approvisionnements

Les livraisons doivent être réceptionnées par un représentant habilité du titulaire. À défaut, elles seront refusées.

11.4. Nettoyage du chantier – gravois

Le titulaire est tenu de maintenir la propreté du chantier en procédant au nettoyage quotidien et à l'évacuation des gravois, conformément aux règles environnementales en vigueur. Le nettoyage inclut la remise en état des locaux utilisés pendant les travaux à la fin de chaque journée.

11.5. Horaires de Travail

Les travaux se dérouleront principalement pendant les heures ouvrables de 7h30 à 18h30. Des travaux en dehors de ces horaires, y compris avant 6h30 et après 21h30, ou pendant les weekends et jours fériés, peuvent être organisés de manière exceptionnelle et doivent être spécifiés dans un bon de commande.

11.6. Liaisons avec le titulaire

Il est essentiel que le titulaire soit facilement joignable, que ce soit personnellement ou par l'intermédiaire de son chargé d'affaires. Le chef d'équipe sur le chantier doit être qualifié pour prendre des décisions rapides en l'absence de l'entrepreneur principal. De plus, au moins un membre de l'équipe sur le chantier doit être capable de communiquer efficacement en français. La flexibilité en termes de main-d'œuvre doit être suffisante pour gérer plusieurs chantiers simultanément ou de natures diverses.

Article 12 : Accès aux locaux

Le titulaire et ses préposés auront accès aux locaux de l'organisme contractant, conformément aux conditions établies par le règlement intérieur de chaque établissement et aux modalités spécifiées lors de l'émission des bons de commande (port de badges...etc.), en respect des mesures de sécurité définies ci-après.

Les entrées et les sorties du personnel et du matériel seront systématiquement contrôlées.

L'entrepreneur est tenu d'assurer le gardiennage de ses chantiers durant ses interventions. Il assume l'entière responsabilité des accidents ou des dommages de

toute nature pouvant survenir à son personnel, à son matériel, à des tiers ou à leur matériel, ainsi qu'aux équipements de l'organisme contractant.

Le titulaire doit prendre en compte que les locaux, sujets des travaux, seront occupés par du personnel de la caf du Val-de-Marne et du public.

Des instructions spécifiques peuvent être ajoutées par chaque bon de commande ou ordre de service. Le titulaire doit s'y référer avant chaque intervention, transmettre les informations nécessaires à ses exécutants, et se rapprocher sans délai du représentant de l'organisme contractant en cas de questionnement, dès la réception de la commande, afin d'éviter tout retard dans l'exécution des prestations.

Article 13 : Protection de main d'œuvre – mesures d'hygiène et de sécurité

Les obligations imposées au titulaire sont celles définies par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail en France. Durant l'exécution du marché, le titulaire doit être capable, à toute demande du pouvoir adjudicateur, de justifier le respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail ratifiées par la France.

Le titulaire doit fournir cette preuve par tout moyen adéquat, probant et facilement vérifiable. Concernant les mesures d'ordre social, la réglementation en vigueur est appliquée, conformément aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail.

13.1 Mesures particulières d'hygiène et de sécurité

13.1.1 Présence dans les locaux

Le titulaire et son personnel doivent strictement observer les consignes de sécurité générales et spécifiques de l'établissement, qui leur seront communiquées par l'organisme contractant ou son représentant local. Le personnel du titulaire doit :

- Informer le représentant de l'organisme contractant, au moins 48 heures avant la date d'intervention, des noms et qualifications de chaque intervenant sur le site pour la durée de l'intervention.
- Se présenter à la loge ou au responsable du site à chaque arrivée afin de recevoir un badge rouge destiné aux externes à la caf du Val-de-Marne.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur l'estime nécessaire, les préposés du titulaire seront accompagnés par un agent de l'organisme lors de leurs déplacements.

13.1.2 Plan de prévention

Le titulaire reste responsable de ses propres dispositifs de sécurité.

Il est tenu de fournir au personnel d'exécution des vêtements de travail et des équipements de protection individuels et collectifs, conformes à la réglementation.

De plus, tous les agents en activité doivent porter en permanence un badge spécifique à leur fonction avec le nom de leur entreprise.

Le titulaire doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les accidents, aussi bien vis-à-vis de son personnel que des tiers. Il devra également soumettre son personnel aux dispositions des articles r.4511-1 et suivants du code du travail.

Article 14 : Sous-traitance

L'article 18 du règlement de consultation détaille les modalités de présentation de la sous-traitance.

Article 15 : Vérification des travaux :

Les opérations de vérifications préalables à la réception des travaux, telles que prescrites par chaque bon de commande, seront réalisées conformément aux dispositions du présent cahier des clauses administratives techniques particulières (ccatp) ainsi qu'aux articles 24 et 25 du cahier des clauses administratives générales (ccag) travaux.

Le plus, des vérifications seront régulièrement effectuées en cours d'exécution des travaux afin de contrôler leur conformité avec les prescriptions contractuelles. Cette vérification garantit la qualité technique exigée par la caf du Val-de-Marne pour les matériaux et les prestations, tout en respectant strictement les conditions de coûts et les délais contractuels.

En cas de non-conformité, les pénalités spécifiées dans le présent ccatp seront applicables dès la constatation de ces manquements.

Article 16 : réception

Le présent accord-cadre à bons de commande, comportant, comme imposé par sa spécificité, de multiples petites ou moyennes opérations qui donnent lieu à une exécution fractionnée au gré des besoins d'entretien ou de réparation ; implique une procédure de réception spécifique.

Chaque bon de commande donne lieu à des prestations propres qui font l'objet d'une réception définitive et qui donnent lieu à l'établissement d'un décompte général et définitif dès leur réalisation.

Le délai de garantie propre aux travaux de chaque bon de commande court à compter de la date d'effet de la réception dudit bon de commande (ou os).

La procédure de réception de l'article 41 du ccag travaux sera applicable, sauf dérogations suivantes :

Par dérogation à l'article 41.1 du ccag travaux, le titulaire avise, l'acheteur et le maître d'œuvre le cas échéant, par écrit, de la date à laquelle il estime que les

travaux seront achevés. Le titulaire est convoqué par écrit par l'acheteur à la visite de réception des travaux dans un délai de 15 jours à compter de la date de l'avis.

Par dérogation à l'article 41.2, la visite de réception des travaux comporte ; en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

La visite de réception fait l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par l'acheteur et signé par lui et par le titulaire. En cas d'absence du titulaire ou de son refus de signer le procès-verbal de visite de réception, il en est fait mention.

Par dérogation à l'article 41.3 du ccag travaux, suite à la visite de réception, l'acheteur décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. La réception prend effet à cette date, sauf application des articles 41.4 à 41.6. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision prise est notifiée au titulaire sous cinq jours ouvrés.

Par dérogation à l'article 41.5 du ccag travaux, s'il apparaît que certaines prestations prévues par les documents particuliers du marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le maître de l'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans un délai fixé en accord avec le titulaire. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal de visite pré-réception.

Durant ce délai supplémentaire d'exécution des travaux, les pénalités de retard sont appliquées.

Par dérogation à l'article 41.6 du ccag travaux, lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le représentant de l'acheteur. Durant ce délai supplémentaire de levée de réserves, les pénalités de retard sont appliquées. Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître de l'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Par dérogation à l'article 41.7 du ccag précité, si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du

marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le maître de l'ouvrage peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation. Dans ce cas, les pénalités de retard sont appliquées sur le délai supplémentaire de levée de réserves.

Il est spécifié qu'en vue de répondre aux besoins de fonctionnement du service public, besoins qui s'avèreraient nécessaires pour certains travaux, l'organisme contractant pourra user de la procédure de réception prévue à l'article 42 du ccag travaux.

Article 17 : documents à produire lors de la réception des ouvrages

Par dérogation partielle à l'article 40 du ccag travaux, lors de la réception des ouvrages, le Titulaire devra compléter le Procès-Verbal de réception de travaux en lien avec le département administration générale ou le représentant dédié de l'organisme et remettre l'ensemble des documents techniques des matériaux mis en place (certifications, procès-verbaux, classements etc.).

Article 18 : délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du ccag travaux, soit d'une durée d'un (1) an à compter de la date d'effet de la réception considérée. Pendant le délai de garantie, le titulaire est tenu à une obligation dite « obligation de parfait achèvement ».

Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

- Exécuter les travaux de finition ou de reprise demandés lors de la réception des travaux,
- Remédier à ses frais à tous les désordres, dont les causes lui sont imputables et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprise des imperfections constatées.

En application des dispositions des articles 1792 à 1792-4 et 2270 modifiés du code civil, les travaux demeurent soumis à une garantie de dix (10) ans pour les gros ouvrages et les éléments d'équipements faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature de clos et de couvert, les autres éléments d'équipement demeurant soumis à une garantie de bon fonctionnement

de deux (2) ans. Il est précisé que le point de départ des garanties visées ci-avant est la date d'effet de la réception des travaux considérés.

De plus, le titulaire garantira l'organisme contractant contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des matériaux fournis.

Par ailleurs, le titulaire pourra proposer une garantie supplémentaire.

Article 19 : conditions financières

19.1. Forme des prix

Les prix proposés dans l'acte d'engagement et particulièrement dans son bordereau de prix sont des prix unitaires libellés en euros ht. Les prix doivent couvrir la totalité des charges de l'entreprise titulaire ainsi que sa rémunération.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses, travaux, services et fournitures accessoires, résultant de l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation parfaite du ou des ouvrages, incluant notamment les sujétions d'exécution normalement prévisibles dans les conditions de lieu et de temps où s'exécutent les travaux considérés.

Les frais de déplacement quel qu'ils soient et notamment sur site pour la main d'œuvre, sont inclus dans les prix des travaux demandés.

Les prix des travaux planifiés, faisant l'objet de devis préalables, pourront faire l'objet de rabais en fonction du montant des travaux engagés par un ordre de service. Ces rabais contractuels seront appliqués sur le prix h.t. des commandes considérées, en fonction de tranches de valeurs prédéfinies dans le bordereau de prix du titulaire.

Les prestations et travaux non prévus au bordereau de prix unitaire de l'Acte d'engagement pourront être exécutés après envoi d'un devis préalable et acceptation par l'organisme contractant. Toutefois, la main d'œuvre sera comptée sur la base du prix de l'heure portée au bordereau de prix du titulaire (annexe à l'acte d'engagement) et les fournitures par application aux factures des fournisseurs du coefficient de revente porté au même acte d'engagement.

Les prix unitaires ht par heure de main d'œuvre devront être proposés par référence à la qualification de technicien.

Le coefficient de revente des fournitures sera appliqué aux prix réellement payés par le titulaire toute remise déduite.

Pour vérification, l'organisme contractant demandera au titulaire de joindre à ses factures un double de celles des fournisseurs de matériaux et /ou des grossistes

spécialisés, de façon à ce que le maître d'ouvrage soit en mesure de contrôler l'application des clauses du marché.

Ces coefficients et taux de main d'œuvre prendront en compte tous les travaux, prestations tels que le coltinage nécessaire à la mise à pied d'œuvre des matériels et matériaux.

19.2. Révision des prix :

Les prix unitaires applicables au présent marché sont révisables annuellement à la date d'anniversaire du marché (déterminé selon le mois duquel la notification du marché a été effectuée), par application de la formule suivante :

$Pr = P0 \frac{(BT01\ N+1)}{BT01\ N0}$
--

Dans laquelle :

Pr : prix révisé du marché ;

P0 : prix initial du marché à la date de remise des offres,

BT01 N+1 : indice du bâtiment tous corps d'état connu et publié à la date d'anniversaire de l'accord-cadre,

BT01 N0 : indice du bâtiment tout corps d'état actualisé connu et publié à la date de remise des offres,

Si l'indice servant de référence à la mise en œuvre de la formule de révision de prix venait à être changé ou à disparaître pendant la période d'exécution du présent contrat, les parties conviennent de lui substituer l'indice préconisé par l'organisme qui a créé l'ancien indice en utilisant le coefficient de raccordement qui s'y rattache.

Si aucun indice n'est prévu par l'organisme ci-dessus mentionné, les parties s'engagent à rechercher d'un commun accord un indice qui pourrait lui être substitué ayant des caractéristiques approchantes sans que l'application de ce nouvel indice n'entraîne un bouleversement de l'économie du contrat, ni une remise en cause des conditions de la mise en concurrence des soumissionnaires au présent marché.

19.4 Clause de sauvegarde :

Dans la mesure où les prix ainsi révisés viendraient à dépasser le seuil de 5% annuel par rapport aux prix pratiqués, l'organisme contractant se réserve le droit de résilier unilatéralement le marché moyennant un préavis d'un (1) mois, et ce sans indemnité.

Article 20 : Liquidation des dépenses

20.1 Facturation :

20.1.1°) Attachements

Dès réception contradictoire de chaque chantier par le surveillant des travaux de l'organisme contractant et le titulaire du marché, des attachements, correspondant aux travaux réellement effectués, devront être portés à la signature du responsable du département de l'administration générale de la caf, du Val-de-Marne pour les chantiers n'ayant pas fait l'objet d'un accord préalable sur devis.

20.1.2°) Etablissement des factures

La facturation s'effectuera après service rendu, après les opérations de vérification et sur présentation par le titulaire des factures conformes correspondantes.

Les demandes de paiement devront impérativement comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- l'identification complète du titulaire (raison ou dénomination sociale, adresse),
- l'identification complète de la caf du Val-de-Marne (nom et adresse),
- le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés, numéro de SIRET à 14 chiffres,
- le numéro de la facture,
- la date de la facture (la date de la facture ne peut être antérieure à la date d'exécution des travaux),
- la période des travaux et le lieu des travaux,
- le numéro et la date de l'accord-cadre concerné, les travaux et prestations réalisés, et quantité à exécuter,
- le numéro du bon de commande,
- la dénomination précise des travaux réalisés,
- le montant total ht des travaux, le taux de tva et le montant correspondant,
- le montant total ttc des travaux,
- les modalités de règlement (compte bancaire) telles que précisées dans l'Acte d'Engagement,
- le code IBAN (International Bank Account Number),
- le code BIC (Bank Identifier Code).

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'organisme peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article r. 123-221 du code de commerce.

Procédure adaptée n° 26-04 – fourniture et pose de cloisons et faux plafonds dans locaux de la caf du Val-de-Marne

Le numéro de Siret de la caf du Val-de-Marne est le suivant : 381 202 282 00012.

Les factures peuvent être envoyées également par courriel à l'adresse suivante :

fournisseurs@caf94.caf.fr

20.2 Facturation des prestations hors bpu:

Toute prestation hors bpu pourra être l'objet, à la réception de la facture par la caf du Val-de-Marne, d'une vérification de la bonne application des conditions contractuelles de revente des pièces inscrites à l'annexe financière de l'acte d'engagement. A cet égard, la caf du Val-de-Marne pourra demander les factures d'achat des pièces et fournitures employées par le titulaire pour exécuter les prestations et refacturées à l'organisme. L'absence de justificatif permettant de vérifier le coût d'achat des pièces détachées et fournitures facturées à la caf du Val-de-Marne justifie la suspension du règlement de la facture et de son délai légal de paiement.

20.3 Délai global de paiement :

A réception de la facture du titulaire, et sous réserve de conformité de cette demande de paiement aux éléments ci-dessus mentionnés, l'Organisme contractant dispose d'un délai maximum de trente (30) jours pour opérer le règlement.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par lettre recommandée, par fax ou par mail permettant de garantir une date certaine. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'organisme contractant, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

Le défaut de paiement dans le délai maximum fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne augmenté de huit points.

L'Organisme contractant se libérera des sommes dues en exécution du marché en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte courant bancaire dont le Titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet. L'unité monétaire de paiement est l'euro.

Article 21 : taxes

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable à la date d'encaissement ou de débit, suivant l'option du fournisseur.

Article 22 : pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19 du ccag travaux, les pénalités se présentent de la manière suivante :

Prestation	Document visé	Délai imparti	Conditions d'applications des pénalités	Pénalité ou sanction appliquée
Opérations urgentes	article 8 ccatp		- 1 ^{er} jour à compter du constat par la caf du Val-de-Marne d'un retard.	50 € par heure de retard.
Non-respect respect des obligations ou les délais fixés	acte d'engagement et ccatp		A compter du constat du manquement par la caf du Val-de-Marne	50 € par manquement .
Résiliation	ccatp	Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation de l'entreprise, si la résiliation résulte de l'un des cas prévus		50 € par jour de non-exécution

		à l'article 50.1 du ccag travaux.		
interlocuteur dédié contrat injoignable	a.e		En l'absence de réponse à la caf du Val-de-Marne suite à sa 1 ^{ère} demande d'explication	30 € par jour de silence du titulaire
Manquement aux engagements et obligations générales (exemples : résultat, confidentialité, conseils, informations, réponse à convocation, sécurité, consignes écrites de la caf du Val- de-Marne)	ccatp		A compter du constat du manquement par la caf du Val-de- Marne	100 € jour de retard et par site concerné
Retard dans la transmission des documents mentionnés à l'article 31 du présent ccatp	ccatp	Attestations de régularité fiscales et sociales ; listes des travailleurs étrangers et détachés ; attestations d'assurance	A compter de la date de fin de validité du document précédemment remis.	50 € par jour de retard suite à la fin de validité du précédent document mis à disposition.
Non transmission des documents administratifs afférents à la sous-traitance / non-déclaration	ccatp et rc	Voir les éléments propres aux autres obligations du ccatp et le	A compter de la découverte par la caf du Val-de- Marne de l'information lacunaire.	1 000 € par sous- traitance non- déclarée.

d'une sous-traitance.		règlement de consultation.		
-----------------------	--	----------------------------	--	--

Les pénalités sont recouvrables par compensation au moyen de retenues sur le paiement des travaux et prestations à exécuter.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par l'organisme contractant, sans que ce dernier n'ait à justifier d'un préjudice du simple fait de la constatation du retard (conformément à l'article 20.1.1 du ccag travaux) ; ce qui écarte toute nécessité de mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 19.2.1.4 du ccag travaux, les pénalités seront dues, même si ces dernières s'avèrent être inférieures à 1000 euros.

Article 23 : obligations du titulaire

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable en matière de traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données personnelles du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 et conformément à l'article 5 du ccag-travaux.

Article 24 : responsabilité en cas de dommages – assurances

24.1 Responsabilité en cas de dommages

Le titulaire assume la direction et la responsabilité des travaux. Il est soumis à une obligation de résultat.

Pendant toute la durée des opérations, le titulaire sera tenu responsable des détournements et dégradations de tout ordre occasionnés aux ouvrages et aux matériaux approvisionnés ou repris et ce, même durant le transport de ces derniers.

Le titulaire doit garantir aussi l'organisme contractant contre les dysfonctionnements de l'installation qu'il fournit. La responsabilité du Titulaire demeure engagée jusqu'à la réception de ces travaux.

24.2 Assurances

Sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'entrepreneur, ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché, doivent justifier, avant la notification du marché et dans un délai fixé par la caf du Val-de-Marne, qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant du plafond des garanties, la ou les franchises.
- D'une assurance responsabilité civile décennale au titre de l'article L. 241-1 du code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- D'une assurance de dommages aux biens meubles de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise, par une attestation délivrée par la compagnie d'assurance.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. L'entrepreneur devra lui-même collecter les attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire en cas de réclamation par le maître d'ouvrage

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourront avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

Article 25 : résiliation

25.1. Généralités

Il sera fait application des dispositions du ccag travaux, intégrant notamment la liste énumérée à l'article 50, sous réserve des précisions suivantes :

25.2. Cas de résiliation ouvrant droit à indemnité :

L'organisme contractant se réserve la possibilité de résilier le marché, en tout ou partie, pour un motif d'intérêt général, sans qu'il y ait faute du titulaire, en dehors des cas de décès, incapacité civile, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, ainsi que des cas développés ci-après (résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure, et résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure).

25.3. Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité :

Aucune indemnité ne sera due au titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- Décès ou incapacité civile,
- Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par les articles L.622-13 et suivants du code de commerce,
- Incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

25.4. Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure :

L'organisme contractant peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- a) le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail ainsi que celles fixées aux articles d8222-5 ou d8222-7 du code du travail ;
- b) le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement,
- c) le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement ait fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire ;
- d) le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du ccag travaux.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de 15 jours calendaires pendant laquelle le titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

25.5. Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure :

L'organisme contractant peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- o Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 24.4 du présent document, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- o Le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par la caf du Val-de-Marne,
- o Le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;
- o La déclaration produite en application de l'article 51 du décret 2016-360 du 25 Mars 2016 a été reconnue inexacte.

Article 26 : changement de situation du titulaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement à l'organisme contractant par le titulaire du marché.

De même, le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent : aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ; à la forme de l'entreprise ; à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ; à l'adresse du siège de

l'entreprise ; au capital social de l'entreprise ; et, généralement, à toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

Cette notification devra être appuyée d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'assemblée générale de la société et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

En cas de cession des activités du titulaire à une autre société (ex : fusion, cession, restructuration), ce transfert du marché serait possible exclusivement aux mêmes conditions d'engagement.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant de transfert.

L'organisme contactant est en droit de refuser le changement de titulaire.

Article 27 : langue

Les différents documents relatifs aux prestations, objets du marché sont rédigés en français.

Article 28 : garanties exigées du titulaire du marché

Sauf disposition contraire notifiée avec le marché lui-même, le Titulaire n'est pas astreint au régime des sûretés exigées de lui en garantie de la bonne exécution des obligations tel qu'il est fixé aux articles r.291-32 et r.291-33 du code de la commande publique.

Article 29 : nantissement – cession de créance

Les créances, nées de l'exécution du marché, peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement, conformément aux dispositions des articles r. 291-46 à r.291-63 du code de la commande publique.

L'exemplaire unique nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique.

La délivrance de l'état sommaire des prestations effectuées, des décomptes des droits constatés ou d'un état des avances ainsi que des acomptes mis en paiement incombe au pouvoir adjudicateur.

Article 30 : confidentialité

Les parties s'engagent à ne pas communiquer à des tiers toutes informations reçues lors de l'exécution du contrat et à ne pas les utiliser pour des prestations autres que celles prévues dans les présentes.

Plus généralement, chacune des Parties s'engage à conserver confidentielles les informations concernant l'autre partie, de quelque nature qu'elles soient, auxquelles elle aurait pu avoir accès au cours de l'exécution du contrat.

Article 31 : dispositions relatives aux articles d. 8222-5 ou d.8222-7 ou d. 8254-2 a d. 8254-5 du code du travail

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article d.8222-5 ou d.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

A défaut, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à cet effet à la clause résiliation du présent document.

Une pénalité sera appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles l.8221-3 à l.8221-5 du code du travail.

Se référer à l'article 22 du présent document.

Article 32 : modifications du marché en cours d'exécution – clause de réexamen

Conformément à l'article r.2194-1 du code de la commande publique, le marché pourra faire l'objet d'une clause de réexamen dans les cas prévus dans lesdits articles.

Article 33 : règlements des litiges

33-1 résolution amiable des litiges

Conformément à l'article 1528 du code de procédure civile : « Les parties à un différend peuvent, à leur initiative [...] tenter de le résoudre de façon amiable [...] ». Avant toute procédure contentieuse relative à la passation ou à l'exécution du présent marché, des solutions amiables pourront donc être recherchées par les parties.

Soit directement au près du pouvoir adjudicateur, soit par l'intermédiaire d'une autre voie de droit telle que le recours au médiateur des entreprises, tiers neutre, compétent pour traiter de litiges relatifs aux marchés publics (voir en ce sens l'ordonnance n°2011-1540 du 16 novembre 2011 et les articles l. 213-5. et suivants et article l. 771-3 du code de justice administrative).

Sa fonction de médiation lui permet d'aider les entreprises concernées par un conflit à trouver une solution adaptée à chaque cas d'espèce. Soumis à la confidentialité et la gratuité dans le cadre des affaires qu'il traite, il contribue à ce que les « médiés », les entreprises volontaires et les pouvoirs adjudicateurs, trouvent

eux-mêmes une solution négociée, satisfaisante, réaliste et pérenne. Une prise de contact sous 7 jours est réalisée par le médiateur après saisine, une solution portant éventuellement vers un protocole peut être envisagée ; la résolution du litige est rapide (de l'ordre de quelques semaines à 1 voire 2 mois).

Saisine du médiateur	www.mediateur-des-entreprises.fr
----------------------	--

33-2 voies de recours et tribunal compétent

A défaut de règlement amiable des litiges ou d'intervention d'un médiateur, tout contentieux pourra être porté devant le tribunal spécialisé, territorialement compétent, et selon les voies de recours précisées ci-dessous :

Tribunal	Tribunal de Grande Instance de Créteil - Rue Pasteur Valléry Radot - 94011 Créteil.
Voies de recours	Toute personne ayant un intérêt à agir peut contester une décision ou la procédure dans les conditions suivantes : introduction d'un référé précontractuel à partir de la publication de l'avis de publicité jusqu'à la signature du marché / introduction d'un référé contractuel dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la conclusion du marché selon les dispositions du code de procédure civil.

Article 34 : dérogations au ccag travaux

Les dispositions générales fixées par le cahier des clauses administratives générales des travaux s'appliquent de plein droit au présent marché pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé et précisé ci-dessous :

ARTICLE DU CCATP	DEROGATION AU CCAG TRAVAUX
4	4.1
9.3	3.2.1
16	41
22	19